
Conférence du désarmement

23 février 2012

Français

Compte rendu définitif de la mille deux cent quarante-huitième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le jeudi 23 février 2012, à 15 h 5

Président: M. Hisham Badr..... (Égypte)

Le Président (*parle en anglais*): Excellences, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, je déclare ouverte la 1248^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je voudrais souhaiter une chaleureuse bienvenue à notre invité de marque d'aujourd'hui, S. E. M^{me} Dipu Moni, Ministre des affaires étrangères du Bangladesh. Le souhait de M^{me} Moni de s'adresser à la Conférence du désarmement pour la troisième fois depuis sa prise de fonctions témoigne de l'importance qu'elle attache aux travaux de cette auguste instance.

Avant que le plaisir me soit donné d'inviter M^{me} Moni à prendre la parole, permettez-moi de vous dire que j'éprouve un plaisir particulier à vous voir ici, à la Conférence du désarmement. Comme vous le savez, mon défunt père était Ambassadeur au Bangladesh, à Dhaka, et c'est là que nous avons vécu quelques-unes des meilleures années de notre vie, et les souvenirs de cette époque lui étaient particulièrement chers. Je n'ai oublié ni notre maison, ni la gentillesse des gens. Le premier des ministres que j'accueille à la Conférence du désarmement est donc le Ministre des affaires étrangères de mon deuxième pays, le Bangladesh, ce qui me procure un plaisir tout particulier. Je donne maintenant la parole à M^{me} Moni.

M^{me} Moni (Bangladesh) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je suis ravie de prendre une nouvelle fois la parole devant la Conférence du désarmement. Permettez-moi de saisir cette occasion de féliciter l'Égypte, excellente amie du Bangladesh, d'avoir accédé à la présidence de cette instance. Je tiens également à remercier le Secrétaire général de la Conférence des efforts qu'il déploie pour faire avancer les travaux de l'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement.

Depuis peu, nous assistons à de profonds bouleversements dans une bonne partie du monde. Les aspirations des peuples à la démocratie trouvent leur expression. Toutefois, cet optimisme est tempéré par des difficultés économiques persistantes. Alors que le monde craint de plonger dans la récession, l'agitation sociale est grandissante et les acquis du développement sont remis en question. Le monde est promis à une catastrophe climatique s'il ne prend ni n'exécute des décisions courageuses. Au milieu de ces troubles et de ces glissements tectoniques, le désarmement apparaît comme une île plongée dans un splendide isolement, calme et épargnée. Cet isolement, cette tranquillité, ne sont pas un bon signe, je le crains. Le changement s'accompagne toujours d'incertitudes, et s'il n'est pas correctement géré, il peut produire une agitation et une insécurité qui risquent potentiellement de toucher chacun d'entre nous.

Partout dans le monde, nous constatons que les États s'emploient à développer leurs arsenaux en y stockant des armes de plus en plus dévastatrices, dépensant des milliards de dollars pour produire et perfectionner leurs armes de destruction massive et leurs vecteurs. Alors que beaucoup de sociétés sont gagnées par l'agitation et l'incertitude, le climat d'insécurité latente qui en résulte peut, en fait, être exacerbé par la prolifération et le transfert d'armes.

C'est pourquoi nous ne pouvons accepter que les questions économiques, sociales ou environnementales occupent tout le terrain, au détriment des questions de désarmement. En réalité, toutes ces questions sont interdépendantes. Il est donc plus que jamais temps de progresser sur le front du désarmement. Malheureusement, la Conférence du désarmement, qui devrait être le théâtre de tous ces progrès, n'est toujours pas sortie de sa période de stagnation hivernale, et n'a toujours pas commencé de travail de fond.

La réalisation des objectifs de désarmement permettra de sauver des millions de vies, de libérer des ressources précieuses pour répondre aux urgences du développement et d'atteindre en temps voulu les objectifs du Millénaire pour le développement. C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous permettre de renoncer à notre voyage vers un monde

exempt d'armes nucléaires. Cette difficile tâche requiert des États qu'ils engagent au plus haut niveau une réflexion sur la puissance et la sécurité. Dans ce contexte, le Bangladesh, en tant que membre responsable de la communauté internationale, est déterminé à jouer son rôle.

Depuis notre accession à l'indépendance, nous sommes attachés aux objectifs de désarmement et de non-prolifération. Un des principes fondamentaux de notre politique est la promotion de la paix et de la sécurité internationales. Nous sommes engagés en vertu de notre Constitution à œuvrer pour un désarmement général et complet. Conformément à cet engagement, le Bangladesh, pays qui aime la paix, a toujours pris position contre l'emploi ou la menace de l'emploi de l'arme nucléaire. Nous avons été un des premiers États de l'Asie du Sud à adhérer à l'ensemble des principaux traités multilatéraux de désarmement, notamment au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, à la Convention sur les armes chimiques, à la Convention sur les armes biologiques, à la Convention sur certaines armes classiques et au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nos contributions au maintien de la paix et de la sécurité internationales à travers notre participation aux efforts de rétablissement et de maintien de la paix des Nations Unies ont été largement saluées. Nous ne sommes ni un État doté d'armes nucléaires ni un État producteur d'armes. Nous n'avons pas l'intention d'acquérir des armes de destruction massive. Toutefois, si une guerre nucléaire devait survenir en n'importe quel point du monde, nous serions directement ou indirectement touchés.

Nous comprenons que l'élimination totale des armes nucléaires est la seule garantie absolue d'un monde pacifique et sûr. En attendant, les États non dotés d'armes nucléaires ont le droit légitime de recevoir des garanties de la part des États dotés d'armes nucléaires. La création de zones exemptes d'armes nucléaires et l'adhésion aux protocoles concernant de telles zones pourraient constituer des mesures intermédiaires utiles pour établir des garanties de sécurité négatives. Nous appuyons le principe de telles initiatives. Nous ne devons pas oublier que l'emploi d'armes nucléaires contre un État quel qu'il soit est un problème mondial et non un problème régional. C'est pourquoi le Bangladesh n'a de cesse de souligner la nécessité d'engager prioritairement des négociations sur un instrument universel, inconditionnel et juridiquement contraignant sur des garanties de sécurité négatives.

Dans le cadre de l'action pour un désarmement mondial, il nous paraît utile d'ouvrir des négociations sur un traité non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires comprenant les stocks existants. Nous croyons, comme beaucoup d'autres États, que de telles négociations doivent se tenir à la Conférence du désarmement, qui est la seule instance capable de réunir l'ensemble des États dotés d'armes nucléaires.

Le Bangladesh est de l'avis que l'espace extra-atmosphérique fait partie du patrimoine commun de l'humanité et exhorte les grandes puissances spatiales à tout faire pour empêcher la militarisation de ce milieu. Nous pensons que la Conférence devrait progresser dans cet important domaine en se fondant sur les travaux constructifs accomplis jusqu'à présent.

Le Bangladesh est un fervent partisan de la vision multilatérale du désarmement et de la non-prolifération. En tant qu'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement, la Conférence doit tout faire pour préserver sa légitimité et sa crédibilité en sortant de l'impasse et en engageant un travail de fond. Nous sommes fermement convaincus de la pertinence de cette instance. Nous croyons que les questions relatives au désarmement nucléaire doivent être négociées par la Conférence du désarmement, unique instance dont l'ensemble des États dotés d'armes nucléaires font partie, et qu'il n'est nul besoin de chercher d'autres moyens.

Nous saluons le travail accompli par le Conseil du Secrétaire général pour les questions de désarmement dans le but de débloquent la situation et revitaliser la Conférence, notamment en ce qui concerne la possible création d'un groupe de hautes personnalités. Cette initiative arrive à point nommé, en particulier compte tenu du fait que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a déclaré 2012 année de la prévention. La Conférence du désarmement a, de toute évidence, un rôle à jouer en la matière, car elle est une pièce maîtresse du mécanisme de prévention. Elle doit par conséquent redoubler d'efforts pour aplanir ses divergences et entamer sans tarder un travail de fond. Dans ce contexte, un accord politique sera essentiel pour débloquent la situation. Nous restons disposés à contribuer de quelque manière que ce soit à ce processus.

Monsieur le Président, force est de reconnaître la nécessité de rendre la Conférence plus réceptive aux voix qui comptent pour le désarmement dans le monde en laissant une plus large place aux autres acteurs concernés. Nous prenons note avec intérêt de l'appel lancé pour faire avancer la cause d'un «zéro nucléaire», c'est-à-dire d'une élimination par étape et vérifiable de toutes les armes nucléaires dans le monde.

Le Bangladesh espère que le processus d'examen du TNP sera poursuivi par la communauté mondiale du désarmement sur la base d'une approche équilibrée. Nous nous réjouissons à la perspective de participer aux réunions préparatoires devant conduire à la Conférence d'examen du TNP de 2015. Nous croyons que l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire sous des garanties complètes de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pourra nous aider à relever les grands défis du développement. Dans ce contexte, le Bangladesh travaille, avec le concours de l'AIEA et sous son contrôle strict, à l'utilisation pacifique et civile des technologies nucléaires, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et de la santé.

Le Bangladesh est le premier des États de l'Asie du Sud visé à l'annexe II du TICE à avoir adhéré à cet instrument. L'universalisation du TICE et son entrée en vigueur à la date la plus rapprochée possible marquerait une étape importante dans la réalisation de notre objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires. Le Bangladesh a adhéré au système de vérification du TICE en mettant en service une station sismique auxiliaire dans le sud du pays dans le cadre du système international de surveillance mis en place par l'OTICE.

L'action pour un désarmement mondial ne doit pas laisser de côté les risques liés aux armes légères et de petit calibre. Tout en travaillant à l'élimination complète des armes de destruction massive, nous devons poursuivre nos efforts pour enrayer la prolifération des armes classiques. Dans ce contexte, le Bangladesh observe avec intérêt les efforts en cours pour conclure un traité sur le commerce des armes. En tant qu'État partie à la Convention d'Ottawa, le Bangladesh souhaite qu'il soit mis fin à l'emploi à la fois inhumain et illicite des mines antipersonnel.

Je voudrais conclure cette déclaration par une pensée qui sort du cadre de la Conférence, mais qui s'applique bien au contexte de la promotion de la paix mondiale. Si on considère l'évolution du monde, il apparaît clairement que nous avons besoin d'une refonte complète du dialogue international sur la paix et le développement pour relever les défis du XXI^e siècle. C'est pour cette raison que notre Premier Ministre, Sheikh Hasina, s'exprimant devant l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre dernier, a présenté un «modèle de développement centré sur l'émancipation des individus et sur la paix». Ce modèle pluridimensionnel met l'accent sur la nécessité de promouvoir l'équité et la justice sociale et de libérer le potentiel humain de chaque individu dans un monde de paix. Le Bangladesh espère que la communauté internationale s'engagera plus largement dans cet effort.

Le Président (*parle en anglais*): Merci. Je tiens à remercier la Ministre des affaires étrangères du Bangladesh de sa déclaration et des paroles aimables qu'elle a adressées à la

présidence. Si vous me le permettez, je vais maintenant suspendre la séance pour quelques minutes, le temps de raccompagner la Ministre.

La séance est suspendue à 15 h 55; elle est reprise à 16 heures.

Le Président (*parle en anglais*): Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Cela ne semble pas être le cas. Nos travaux d'aujourd'hui sont donc à présent terminés.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 28 février, à 10 heures, et il s'agira d'une séance importante, car nous écouterons les interventions de dignitaires du Kazakhstan, de la Jordanie, de la République islamique d'Iran, de la Malaisie, du Costa Rica, du Kirghizistan, du Japon, de la République de Corée et de l'Indonésie. Je suis donc sûr que vous serez présents mardi.

La séance est levée à 16 h 5.